L'annuaire du Collège de France
Cours et travaux

114 | 2015
Annuaire du Collège de France 2013-2014

Architecture et forme urbaine

Jean-Louis Cohen

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/annuaire-cdf/11968
DOI : 10.4000/annuaire-cdf.11968
ISBN : 978-2-7226-0448-3
ISSN : 2109-9227

Éditeur
Collège de France

Édition imprimée
Date de publication : 1 juillet 2015
Pagination : 851-859
ISBN : 978-2-7226-0414-8
ISSN : 0069-5580

Référence électronique
Jean-Louis Cohen, « Architecture et forme urbaine », *L'annuaire du Collège de France* [En ligne], 114 | 2015, mis en ligne le 23 mai 2016, consulté le 22 août 2022. URL : http://journals.openedition.org/annuaire-cdf/11968 ; DOI : https://doi.org/10.4000/annuaire-cdf.11968

Tous droits réservés

Architecture et forme urbaine

M. Jean-Louis COHEN, architecte et historien,
professeur en histoire de l'architecture,
titulaire de la chaire Sheldon H. Solow à l'Institute of Fine Arts,
New York University (États-Unis),
professeur invité sur chaire pluriannuelle

CONFÉRENCE INAUGURALE : ARCHITECTURE, MODERNITÉ, MODERNISATION

Conférence prononcée le 21 mai 2014 [a]

Les rapports de l'architecture avec le champ de la connaissance, avec la littérature et avec la ville sont au centre du propos de la conférence. Dans le même temps qu'elle a dressé des palais – ou des usines – pour la recherche au cours des deux derniers siècles, l'architecture empruntait à la science modèles et métaphores. Les sciences ont-elles été pour autant hospitalières pour l'architecture comme discipline intellectuelle, comme champ de recherche en tant que tel ? Rien n'est moins sûr. Elle a toutefois fait l'objet depuis 1970 d'une véritable recherche scientifique, qui a contribué à une sorte de « reconstruction » intellectuelle de l'architecture en France. Les architectes sont loin d'avoir été les seuls protagonistes de cet effort collectif et leurs travaux ont croisé ceux des historiens de l'art, des sociologues, des géographes et des urbanistes, entrepris dans leur champ disciplinaire ou institutionnel propre.

Questionner aujourd'hui la modernité en architecture ne consiste pas seulement à recenser les éléments nouveaux apparus dans son lexique, ou, si l'on recourt à un modèle linguistique, à distinguer en suivant l'axe syntactique les nouveaux modes de composition et d'agrégation des formes imaginés depuis l'apparition du « mouvement moderne ». Dans le champ de l'architecture, le phénomène de la modernité se révèle en effet plus complexe qu'en art ou en la littérature. Les formes et les espaces qui le manifestent s'ajustent aux programmes énoncés par le dispositif plus englobant de modernisation de la production, de la consommation, des territoires et plus largement de la société, dispositif informé depuis le XIX[e] siècle par les hégémonies successives de l'Angleterre, de l'Allemagne ou de l'Amérique.

Beaucoup d'architectes ont entretenu par ailleurs un rapport intense avec la littérature, se révélant lecteurs, autant que constructeurs. Ainsi le jeune Le Corbusier

a. La conférence inaugurale est disponible en audio et en vidéo sur le site internet du Collège de France : http://www.college-de-france.fr/site/jean-louis-cohen/_inaugural-conference.htm [NdÉ].

a-t-il dévoré deux fois à cinquante ans de distance le *Zarathoustra* de Friedrich Nietzsche, au demeurant le livre de chevet de beaucoup d'architectes de sa génération à travers l'Europe. Non contents d'être leurs lecteurs, les architectes sont aussi des interlocuteurs pour les écrivains et les philosophes, comme ils le sont parfois pour les artistes, et leur rendent hommage. Symétriquement, l'attention à l'architecture a été partagée par nombre d'écrivains. L'architecture a aussi été considérée par eux dans ses principes et dans ses rapports avec les autres arts et la société, comme ce fut le cas pour Paul Valéry dès 1891, ou pour Georges Bataille, qui en dénonça l'oppression. Sa vibrante dénonciation s'appuyait sur une réduction implicite de l'architecture aux seuls grands édifices dans lesquels se concentre le pouvoir. C'est pourtant au XX^e^ siècle que l'architecture a cessé de s'adresser exclusivement à l'aristocratie et à la bourgeoisie pour donner forme à des programmes destinés aux classes populaires.

La relation de l'objet architectural à l'espace urbain et au paysage a été au centre de l'attention depuis une cinquantaine d'années. L'enjeu ne se résume pas à l'ajustement matériel à la ville de l'immeuble, du monument ou de la maison, à l'emboîtement d'un produit répondant à une commande privée ou à un programme public dans un ensemble plus complexe, déterminé par des considérations politiques et économiques. Les paramètres objectifs que sont la densité, la hauteur, l'axialité ou la topographie font l'objet d'interprétations artistiques subjectives dans lesquelles interviennent les mythes et les représentations, et qui laissent place à l'invention.

Pour rendre compte des cycles selon lesquels l'architecture s'est transformée, plutôt que de la considérer comme un domaine étanche, les conférences l'inscrivent pleinement dans l'histoire, en pensant à la fois les continuités dans la durée, les crises et les ruptures. Multiples, les matériaux de cette histoire sont oraux, archivistiques, écrits, les premiers documents en étant les édifices, rapportés aux discours qui les ont générés et accompagnés. Pour les ordonner et les interpréter, un changement incessant de focale est nécessaire. L'histoire de l'architecture appelle une navigation constante entre la vision des ensembles urbains, cadrée en mode panoramique, qui rend compte des politiques sociales ou techniques, et la vision en gros plan des édifices et de leurs intérieurs, qui rend compte des idéaux ou de l'engagement de leurs auteurs et de leurs habitants.

COURS : ARCHITECTURE ET POLITIQUE EN FRANCE AU XX^e^ SIÈCLE [b]

Le cours de l'année 2014 a considéré les conjonctures de l'architecture en France depuis le début du XX^e^ siècle dans le champ européen et dans celui des politiques coloniales. Au centre de la réflexion figuraient les tensions entre les institutions et les professions, et entre les esthétiques et les usages. L'hypothèse principale proposée était que les structures constitutives de la modernité dans un périmètre français furent marquées, jusque dans les laboratoires coloniaux, par la rencontre récurrente entre des politiques publiques extrêmement puissantes et la particulière réceptivité de la culture architecturale française aux techniques. Les épisodes marqués par cette rencontre, comme les programmes de la loi Loucheur, ceux des trois reconstructions (1918, 1940 et 1945), ou ceux de la politique des grands

b. Les cours sont disponibles en audio et en vidéo sur le site internet du Collège de France : http://www.college-de-france.fr/site/jean-louis-cohen/course-2013-2014.htm [NdÉ].

ensembles ont été analysés, tout comme les effets des deux guerres, qui furent loin d'être des moments d'immobilisme. Par ailleurs, les transferts avec le reste du monde ont été étudiés, tant il est vrai que les frontières sont restées poreuses tout au long du XX^e siècle. La réception des modèles, des formes, et des techniques venues d'Angleterre, d'Allemagne ou des États-Unis n'a pas cessé, la France exportant aussi ses expériences bien au-delà de ses territoires métropolitains. Les principaux ensembles thématiques considérés ont été les suivants.

Réforme sociale et modernité

Entre 1918 et 1940, si les démarches nouvelles trouvent un écho limité dans une certaine commande privée, des politiques publiques d'une ampleur nouvelle leur ouvrent un champ plus vaste, dans le contexte d'une urbanisation assez rapide. Plusieurs dirigeants politiques radicaux, socialistes ou communistes, considèrent que l'architecture moderne représente à la fois le moyen d'une réponse adéquate à leurs programmes sociaux et le vecteur d'une stratégie de communication et de persuasion.

Les périphéries des grandes villes voient ainsi apparaître des cités-jardins que des financements publics significatifs, en tout cas avant la crise de 1929 et ses conséquences parfois tardives, permettront de transformer en ensembles d'habitation en rupture avec leur cadre pittoresque. De Villeurbanne à Drancy, ces ensembles assurent l'acclimatation des gratte-ciel américains, alors que les hypothèses avancées pour leur utilisation dans le centre de Paris ou à la Défense s'avèrent infructueuses.

Au contact de programmes publics comme les écoles, les mairies, ou encore les marchés, dans les villes, et des sanatoriums, sur les pentes des montagnes, de nouveaux types d'édifices sont élaborés, cristallisant des aspirations monumentales qui échappent aux stéréotypes académiques. L'aspiration hygiéniste au soleil et à la ventilation traverse à la fois les programmes éducatifs et les programmes sanitaires, aboutissant à une architecture plus ouverte et plus légère.

L'essor de l'automobile et de l'aéronautique conduit à la production d'un réseau d'usines, de garages ou d'aérodromes, mais surtout stimule la recherche d'une architecture métallique légère qu'Eugène Beaudouin, Marcel Lods, Vladimir Bodiansky et Jean Prouvé sauront porter à un haut degré de raffinement.

Guerre et reconstructions

Alors que la France n'a pas achevé de panser les plaies infligées par la Première Guerre mondiale au nord et à l'est, les campagnes de bombardements des Allemands, en 1940, et des Alliés, entre 1944 et 1945, ravagent une grande partie du territoire. En dépit des différences politiques, une incontestable continuité se fait jour entre l'action du régime de Vichy et celle de la quatrième République, notamment pour ce qui est de l'intervention de l'État. Les appareils ministériels prennent en main non seulement l'étude des plans d'aménagement, mais aussi celle des procédés techniques, encourageant la normalisation.

Le programme énoncé par Pétain d'une France retrouvant ses racines rurales trouve assurément son prolongement dans l'architecture, où le traditionalisme et le régionalisme triomphent, malgré la résistance de plusieurs groupes de jeunes modernes. Dès 1944, les programmes du puissant ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme s'ouvrent franchement aux modernes comme Le Corbusier, André

Lurçat ou Marcel Lods, tandis qu'Auguste Perret domine tout autant la scène de l'après-guerre que celle de l'Occupation.

En dépit de la similitude des procédures mises en œuvre, les résultats tangibles se révèlent fort différents, qu'il s'agisse des principes définissant les compositions urbaines ou du visage concret des édifices réalisés, des immeubles habillés de granit de Saint-Malo aux formes fluides importées du Brésil qui caractérisent le nouveau Royan. Auréolée du prestige que lui vaut la libération de la France, et diffusée par les publications et les expositions, l'architecture américaine devient une des sources privilégiées des démarches de l'après-guerre.

Langages et techniques de la haute croissance

Gavées de marchés publics après 1945, les grandes figures françaises de l'architecture moderne infiltrent l'École des Beaux-Arts, sans que le système en soit modifié pour autant, et ne se soucient guère de construire un discours théorique ou critique, comme le font au même moment leurs homologues italiens. Pendant que les chantiers de la reconstruction s'étirent en longueur, l'Afrique du Nord offre à de jeunes professionnels exclus de la commande en métropole l'occasion de réaliser une série de programmes expérimentaux, dont certains se fondent sur l'observation attentive des modes de vie populaires.

Dans la France des débuts de la guerre froide, l'architecture devient un enjeu politique, et la discussion sur les formes modernes s'engage à la fois au sein d'un parti communiste où le réalisme socialiste ne fait nullement l'unanimité et parmi certains catholiques, chez qui les Dominicains de la revue *L'Art sacré* s'attachent à promouvoir des édifices novateurs.

Les constructions religieuses offrent un terrain privilégié aux tentatives lancées par Le Corbusier et André Bloc en vue d'une « synthèse des arts » – slogan dont l'ambiguïté est une des principales vertus. Parallèlement, une autre synthèse est à l'ordre du jour, celle que réalisent architectes et ingénieurs dans les grandes opérations où les prouesses structurales sont nécessaires.

C'est une autre direction que proposent les projets d'Édouard Albert et surtout de Jean Prouvé, lequel parvient un temps à concilier ses recherches et la production industrielle pour imaginer et réaliser des constructions légères, au diapason de l'invention technique que symbolisent la Citroën DS 19 et la Caravelle.

Les programmes de la modernisation

Au début des années 1950, l'action du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme conduit par Eugène Claudius-Petit, avec l'aide de Pierre Dalloz et de Paul Herbé, aboutit à forcer le passage de la production de logements à l'âge industriel, au travers de marchés négociés avec les grandes entreprises.

Déployés selon les grandes compositions de leurs plans-masses, les grands ensembles font appel selon les cas à la technique du coffrage-tunnel récupérable, ou aux panneaux préfabriqués de Raymond Camus, dont les brevets sont exportés dans le monde, et que seuls de rares concepteurs, comme Jean Dubuisson, parviennent à utiliser avec finesse.

Engagés à partir de 1953 dans la critique de l'orthodoxie des Congrès internationaux d'architecture moderne, et armés de leurs expériences en Afrique du Nord, Georges Candilis et une poignée de jeunes professionnels font écho aux

recherches menées en Europe par les membres du Team 10 et proposent des morphologies alternatives à ceux des plans axiaux ou sériels des grands ensembles.

En dépit de l'engagement de certaines revues comme *Elle* ou *La Maison française*, et de l'image séduisante, quoique ambiguë, qui est la sienne dans le film de Jacques Tati *Mon Oncle*, la maison moderne reste pendant ce temps une rareté, portée exclusivement par une clientèle originale autant que marginale.

En complément à la production des grands ensembles des banlieues, la rénovation des centres s'amorce. Dans le cas de Paris, les opérations de la Défense, du Front de Seine et de Maine-Montparnasse marquent un saut d'échelle dans les transformations urbaines, matérialisant un urbanisme dans lequel le sol artificiel des dalles se superpose à la ville ancienne.

Catharsis et renouveau

Le milieu des années 1960 voit les manifestations de crise se multiplier. La mort de Le Corbusier en 1965 coïncide avec l'épuisement d'un discours moderne corrompu par les grands ensembles et les rénovations urbaines, alors que l'enseignement de l'École des Beaux-Arts, timidement réformé, est refusé par de plus en plus d'étudiants. Pendant que se multiplient les entreprises utopiques, l'occupation des Beaux-Arts en mai-juin 1968 précipite la fermeture de la section d'architecture, suivie par la création de nouvelles écoles, où s'élaboreront des pédagogies faisant une large place à la théorie, aux sciences sociales et aux méthodes.

Les professionnels qui refusent à la fois la pratique commerciale ou bureaucratique et l'architecture de papier fondent de nouveaux types de collectifs pluridisciplinaires, comme l'Atelier de Montrouge ou l'Atelier d'urbanisme et d'architecture, dans lesquels les sciences sociales sont bienvenues.

Après le choc de 1968, une nouvelle politique publique se met en place sous le sceau de l'innovation. Elle trouve son terrain privilégié dans les villes nouvelles de la région parisienne, où la préoccupation de l'urbanité se manifeste, et dans des actions comme le Programme architecture nouvelle, qui permet aux jeunes architectes formés dans une perspective critique de trouver leurs premières commandes.

L'architecture française se révèle alors poreuse à des contributions des plus contradictoires – de l'alternative écologique des communautés de la côte ouest des États-Unis à la typo-morphologie italienne, pendant que les agences des municipalités britanniques fascinent les tenants des ateliers publics.

COLLOQUE : L'ARCHITECTURE MODERNE, PROMESSE OU MENACE ?

Colloque organisé au Collège de France le 23 juin 2014[c]

Considérations liminaires

Depuis une trentaine d'années, la Biennale d'architecture de Venise est devenue sans conteste la manifestation la plus importante de la culture architecturale

c. Les interventions sont disponibles en vidéo sur le site internet du Collège de France : http://www.college-de-france.fr/site/jean-louis-cohen/symposium-2013-2014.htm [NdÉ].

mondiale après l'éclipse des musées et des salons. Les seconds ont perdu leur pertinence depuis l'entre-deux-guerres, lorsque les provocations de Le Corbusier faisaient scandale au Salon d'Automne. Quant aux premiers, il n'est que de voir le MoMA de New York, dont la dernière exposition marquante, avec laquelle l'éphémère discours du « déconstructivisme » a été lancé, remonte à 1988.

Sous la conduite de Rem Koolhaas, la manifestation vénitienne de 2014 a été assurément la première depuis longtemps à s'appuyer sur la recherche historique, dans sa double perspective de présenter les « fondamentaux » de l'architecture et de recenser la façon dont la modernité aurait été « absorbée » au travers du monde. Dans un premier temps, Rem Koolhaas avait donné son accord pour participer à notre rencontre, mais la pression post-Biennale l'en a empêché en définitive. Le propos du colloque était, dans le prolongement de l'exposition présentée dans le pavillon français des Giardini, une forme de réponse à l'invitation contenue dans son discours.

En effet, dans l'argumentation présentée pour préparer la Biennale, Koolhaas avait défini en termes strictement visuels la modernité uniformisatrice comme étant essentiellement, sinon exclusivement, américaine – celle des grandes boîtes des centres commerciaux ou des murs-rideaux en verre. Une hypothèse différente pourrait être formulée, selon laquelle ce seraient des modernités concurrentes ou parallèles qui seraient « absorbées » dans les différents contextes nationaux ou régionaux. La France a exporté des modèles, tout autant qu'elle en a importé. Ces modèles ont opéré par ailleurs dans des registres distincts : celui de la composition – telle qu'enseignée aux Beaux-Arts, celui de la structure, avec l'« ossaturisme » de Perret, ou celui de la technique, avec les panneaux préfabriqués de Camus.

La notion d'« absorption » de la modernité, mise en jeu dans la problématique d'ensemble de la Biennale, rend compte de la diffusion à l'intérieur des cultures architecturales nationales des idéaux hégémoniques, et notamment de l'américanisme. Pour en rester au champ sémantique de la physique, il est possible cependant de repérer, dans le cas de la France, un autre phénomène, plus proche de l'*adsorption* – terme qui dénote la fixation d'atomes ou de molécules sur une surface leur restant imperméable. Il est aussi important de noter que les scènes nationales ayant « absorbé » cette modernité dont l'architecture nord-américaine a fixé le canon n'en ont pas été le réceptacle passif. Pour en rester à un programme fétiche comme celui du gratte-ciel, les tours de verre qui ont essaimé dans le monde depuis les années 1950 sont autant issues de la Lever House de Gordon Bunshaft que du Seagram Building de Mies van der Rohe, dans le prolongement de ses recherches européennes.

Ceci établi, il n'est pas inutile de rappeler aussi les difficultés sémantiques qui accompagnent l'entreprise de caractérisation de la modernité. Il convient en effet de ne pas isoler le phénomène, plus général, de la modernité du processus de modernisation. Et il n'est pas moins utile de limiter strictement l'usage du terme irritant de « modernisme », utilisé aux États-Unis et parfois en Belgique, et dont l'acception est presque uniquement stylistique. De ce point de vue, l'éphémère « postmodernisme », dont l'acte de naissance est vénitien – puisque le slogan est apparu au grand jour lors de la Biennale de 1980 – apparaît bien rétrospectivement comme une réponse à l'étroitesse du « modernisme », bien plus que comme une remise en cause de la modernité, qui n'a guère été ébranlée par cette nouvelle épidémie.

La révolte postmoderne n'a pas seulement été fondée sur le rejet des langages usés de l'architecture moderne – et qui semblent depuis avoir retrouvé leur vitalité.

Elle s'est nourrie d'une attitude de rejet largement partagée dans la société, pour ce qui était perçu comme une « menace ». Il ne s'agit nullement de se ranger, on l'aura compris, dans les rangs de ceux qui ont vu dans l'architecture moderne une sorte de complot totalitaire, tel Tom Wolfe dans son pamphlet de 1981, *From Bauhaus to our House*. Il est simplement possible de constater que l'expérience de la modernité architecturale, qui promettait un environnement à la hauteur des progrès des techniques et répondant aux attentes sociales a eu des résultats pour le moins contradictoires.

Les attentes suscitées par ce programme ont été comblées dans beaucoup de cas – pour la clientèle élitiste des villas modernes, ou les habitants des *Siedlungen* de Francfort-sur-le-Main, par exemple. Mais dans beaucoup de cas, les tentatives expérimentales des premiers modernes ont été défigurées dans le second après-guerre, lors du passage à la production de masse orchestrée par les opérateurs publics ou du secteur privé. La vie meilleure annoncée – et assurée dans beaucoup de cas par les cités-jardins, les grands ensembles et les rénovations urbaines, et que symbolisaient des esthétiques nouvelles – n'a été obtenue qu'un temps, et la vulgarisation des nouvelles méthodes de projet n'a fait, à quelques rares exceptions près, qu'accroître les difficultés sociales et la ségrégation urbaine. Pour paraphraser le discours politique, faudrait-il en conclure que la ligne était juste, mais qu'elle a été mal appliquée ? Il est utile en tout cas de mesurer ce qu'ont été les conditions et les effets de la rencontre entre les formes expérimentales et la production de masse.

Le nécessaire effort de réflexion doit échapper à la fois au mode épique de l'histoire et à l'enfermement monographique pour permettre de penser les formes de l'ajustement entre proposition architecturale et commande, afin de cerner ce que les développements intervenus en France ont eu de spécifique, tout en restant d'ailleurs poreux aux transformations parallèles de la culture européenne. Trois hypothèses peuvent être avancées pour tenter de comprendre cette spécificité.

La première, d'ordre politique, porte sur le rôle déterminant de l'État dans la conduite des programmes portant sur l'urbanisme, l'habitation ou les services collectifs, qu'ils soient directement réalisés par les collectivités publiques ou déterminés par l'encadrement que celles-ci exercent. Les trois campagnes de reconstruction entreprises au lendemain de la victoire de 1918, de l'armistice de 1940 et de la Libération de 1944 correspondent à des phases particulièrement intenses de cette intervention, qui atteindra son point culminant pendant les Trente Glorieuses, des années 1940 aux années 1970.

Un autre phénomène inscrit dans la durée est l'emprise exercée par l'École des Beaux-Arts de Paris non seulement sur l'enseignement, mais aussi, grâce à la force des méthodes de projet qui s'y transmirent pendant cent cinquante ans, sur le travail professionnel. Une lecture attentive de la production du troisième millénaire permettrait de détecter son ombre portée dans nombre de projets marqués au sceau d'une certaine radicalité, mais dont l'obsession pour l'image laisse parfois transparaître une filiation avec les rendus de l'École. Cette emprise n'a pas été contenue dans les frontières nationales, mais s'est étendue largement pendant des décennies au reste du monde.

Enfin, la troisième hypothèse trouve son origine dans *Bauen in Frankreich* (Construire en France), le premier livre de l'historien de l'art suisse Sigfried Giedion, qu'il consacra en 1928 à l'architecture moderne, et dans lequel il érige le « tempérament de constructeurs » en caractéristique première de la scène qu'il observe. Pour lui, « ce goût de la France pour la construction est tout aussi nécessaire

à la nouvelle architecture que les dispositions montrées par l'Amérique pour l'organisation, ou que la parfaite formation que la Hollande donne à ses artisans ». Pertinente alors que la production de Perret ou Freyssinet battait son plein, cette remarque a-t-elle encore un sens à l'intersection de l'architecture et de la pensée technique contemporaines ?

Les contributions du colloque

Chacun à leur manière, les intervenants ont fait écho à ces questionnements. Dans son intervention sur l'esthétique politique et l'architecture, l'historien de l'art Christian Freigang, professeur à l'Université libre de Berlin, s'est penché sur les théories d'Auguste Perret, qu'il a inscrites dans les controverses culturelles de la France d'avant 1914 et des années 1930. Considérant le discours et l'œuvre de Marcel Lods, architecte moderne radical de la génération suivante, l'historien Pieter Uyttenhove a montré quant à lui comment l'enjeu de l'habitation collective produite pour le plus grand nombre a transformé la représentation que les professionnels avaient d'eux-mêmes dans le champ social.

S'interrogeant sur la capacité des architectes à endosser la stature d'intellectuels publics, l'historien Pascal Ory, professeur à l'université Paris 1, est revenu sur l'histoire de la culture française entre les années 1930 et la période contemporaine pour formuler des hypothèses nouvelles quant à la figure sociale de l'architecte. En réponse à son propos, le sociologue Jean-Louis Violeau, professeur à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais, a rapproché la crise de mai 1968 de la conjoncture politique de mai 1981, pour recenser les nouveaux idéaux et les nouvelles pratiques au travers desquelles les architectes ont tenté de reconstruire leur rapport avec la réalité. Intervenant sur un terrain plus politique, l'urbaniste Vincent Feltesse, président de la Fédération nationale des agences d'urbanisme, a rendu compte des expériences conduites à la tête de la communauté urbaine de Bordeaux afin de rapprocher les projets d'aménagement de leurs destinataires, tant pour ce qui est de leur programme que pour ce qui est de leur forme.

La configuration spécifique de la modernité française a été considérée de plusieurs points de vue. L'historien Carlo Olmo, professeur à l'École polytechnique de Turin, a évoqué l'Italie de l'après-guerre, afin de mesurer par contraste ce que la situation française a eu d'original. Jean-Louis Cohen, professeur d'histoire de l'architecture à l'université de New York, est revenu sur les figures de la collaboration entre architectes et ingénieurs, et sur les lectures que les critiques européens ont formées de la production française. Vanessa Grossman, doctorante en histoire de l'architecture à l'université de Princeton, a retracé la formation et la transformation de la notion de « brutalisme », souvent appliquée sans discrimination pour rendre compte des édifices des années 1950 et 1960.

En contrepoint de ces analyses historiques, deux praticiens ont fait part de leur réflexion sur les édifices et les ensembles urbains modernes qui avaient contribués à la forme donnée à leurs projets. Marc Barani a présenté son interprétation de la Maison de Verre de Pierre Chareau et du Cabanon de Le Corbusier. Gaëlle Péneau a présenté quant à elle un ensemble d'architectures modernes de la région nantaise ayant constitué des jalons dans son parcours intellectuel et professionnel, faisant ainsi apparaître combien les thématiques historiques continuent à donner sa forme à la pratique d'aujourd'hui.

ACTIVITÉS

Commissariats d'expositions

Interferenzen / Interférences : Deutschland, Frankreich, Architektur, 1800-2000, Francfort/Main, Deutsches Architekturmuseum, du 3 octobre 2013 au 12 janvier 2014.

Le Corbusier, an Atlas of Modern Landscapes, Museum of Modern Art, New York, du 15 juin au 23 septembre 2013 ; Caixaforum Barcelone, du 29 janvier 2014 au 11 mai 2014 ; Caixaforum Madrid, du 11 juin au 12 octobre en 2014.

Architecture en uniforme, projeter et construire pour la Seconde Guerre mondiale, Cité de l'architecture et du patrimoine, du 16 avril au 8 septembre 2014 ; MAXXI, Rome, du 19 décembre 2014 au 3 mai 2015.

Pavillon de la France à la Biennale d'architecture de Venise, du 7 juin au 23 octobre 2014, mention spéciale du jury.

Ouvrages publiés

Metropolen 1850-1950 ; Mythen – Bilder – Entwürfe / mythes – images – projets, Berlin, Deutscher Kunstverlag, 2013, 390 p. (direction de l'ouvrage, avec Hartmut Frank).

Le Corbusier's Secret Laboratory. From Painting to Architecture, Ostfildern, Hatje Cantz, 2013, 324 p. (direction de l'ouvrage).

Interférences / Interferenzen : architecture, Allemagne, France 1800-2000, Strasbourg, Musées de la Ville de Strasbourg, 2013, 468 p. ; édition allemande : *Interferenzen / Interférences : Deutschland, Frankreich, Architektur, 1800-2000*, Francfort/Main, Deutsches Architekturmuseum, Tübingen, Wasmuth, 2013 (direction de l'ouvrage, avec Hartmut Frank).

Le Corbusier : an Atlas of Modern Landscapes, New York, Museum of Modern Art, 2013, 404 p. (direction de l'ouvrage).

New York, réguler pour innover : les années Bloomberg, Marseille, Parenthèses, 2014, 224 p. (direction de l'ouvrage, avec Ariella Masboungi).

La modernité, promesse ou menace ? France, 101 bâtiments 1914-2014, Paris, Dominique Carré, 2014, 232 p. (direction de l'ouvrage, avec Vanessa Grossman).

Organisation de colloques ou de *symposia*

Organisation du colloque *Rethinking Landscape with Le Corbusier*, Museum of Modern Art, New York, 13 septembre 2013.

Organisation du symposium *Infrastructure Things*, Technische Hocheschool Delft, Berlage Institute, 22 mai 2014.